

Les plus pauvres décrochent, qui s'en soucie ?

4 juin 2015



En ce printemps 2015, la situation sociale est sombre pour les milieux populaires. Le pouvoir d'achat augmente pour les plus riches et diminue pour les plus pauvres. La crise ne frappe qu'une partie de la population : les plus modestes, déjà fragilisés par des décennies de chômage. Les jeunes, les ouvriers et les employés, les femmes, la main d'œuvre peu qualifiée travaillant dans les petites entreprises du secteur privé et les immigrés sont en première ligne. De l'école à l'entreprise, de la consommation à la santé, les exclus et les privilégiés de la France d'aujourd'hui ne se limitent pas aux franges extrêmes de la population.

Du point de vue des revenus, trois France se distinguent. Parmi les 30 % les plus riches, les revenus ont continué à progresser entre 2008 et 2012 : + 500 euros [1] pour les 10 % les plus aisés. La crise, les 30 % du haut de la pyramide, ne la connaissent pas vraiment. A ce niveau de vie (au moins 2 200 euros par mois pour une personne seule), on vit bien et surtout on continue à gagner plus, même si on est loin des sommets. Les gains demeurent toutefois beaucoup plus faibles que ceux qu'on observe chez les 0,1 % les plus riches qui ont gagné (au minimum) 243 000 euros (avant impôts) de plus en 2011, qu'en 2004. Les trois dixièmes de la population situés entre les 40 % les plus pauvres et les 30 % les plus riches ont vu leur situation stagner. Ces classes moyennes ne sont pas « étranglées » selon l'adage médiatique, leur situation n'est pas la plus difficile, mais cette stagnation constitue une rupture pour des catégories au cœur d'une société où l'on consomme toujours plus. Enfin, parmi les 40 % du bas de la hiérarchie sociale, les revenus ont diminué entre 2008 et 2012 de 300 à 500 euros.

Un changement social inédit

Ce décrochage de la France d'en bas, que l'Observatoire des inégalités a été le premier à mettre en lumière, est inédit. Jusqu'au milieu des années 2000, les inégalités s'accroissaient par le haut. Les très riches comme l'ensemble des catégories aisées (déguisées en « classes moyennes supérieures ») voyaient leurs niveaux de vie progresser bien plus que les autres. Et encore, la situation de 2015 est sans aucun doute plus dégradée que ce que nous présentons dans ce rapport, mais elle n'est pas visible dans les statistiques de l'Insee, connues avec deux années de retard. Depuis 2012, date des dernières données disponibles, tout porte à croire que les plus pauvres se sont encore appauvris et les plus riches enrichis.

A l'origine de ce basculement, la hausse du chômage. A la mi-2008, on comptait trois millions de chômeurs inscrits à Pôle emploi (catégories A, B et C). Début 2015, ils sont 5,3 millions, + 70 %. Parmi eux, on trouve 8 % de cadres et 70 % d'ouvriers ou d'employés. En matière d'emploi, il existe une fracture dans la fracture, masquée par les moyennes, et qui ne date pas de 2008. A l'intérieur de l'ensemble du monde ouvrier, les moins qualifiés sont beaucoup plus fragilisés que le reste des actifs. Dès le milieu des années 1990, leur taux de chômage a atteint 17 %. Redescendu à 13 % en 2001, il a ensuite grimpé et dépasse désormais les 20 %. Le statut de l'emploi et le type d'employeur comptent de plus en plus. Et ces données ne prennent pas en compte les décrocheurs de l'emploi, notamment des femmes peu qualifiées, qui, devant la dégradation des conditions d'emploi (précarité et bas salaires), ne postulent même plus.

Jeunes et vieux face au chômage

Même si quelques diplômés ont du mal à s'insérer rapidement, les jeunes en difficulté sont massivement ceux qui n'ont pas eu la chance de faire des études. La France qui trinque est d'abord celle qui n'a pas eu la chance d'être estampillée bonne élève. Le taux de chômage des moins de 25 ans a atteint 22,8 % fin 2013. Il était de 17 % en 2008. Le nombre de chômeurs de plus de 50 ans reste faible, mais il a doublé entre 2008 et 2013 et leur taux de chômage est passé de 4 à 6,4 %. Si l'on observe le taux, le manque d'emploi pénalise bien plus les jeunes que les plus âgés. Mais cet indicateur peut être trompeur : il faut aussi tenir compte de la durée de chômage. Pour les plus âgés, retrouver un emploi est souvent plus difficile. Le licenciement peut déboucher sur une très forte baisse de niveau de vie, et parfois une fin de carrière prématurée.

Une partie importante des salariés est à l'abri de la précarité et du chômage, soit du fait de son statut de fonctionnaire (environ 4,5 millions de personnes), soit du fait de son niveau de diplôme qui lui assure de retrouver du travail dans de brefs délais dans l'immense majorité des cas. A niveau de vie équivalent, savoir que l'on disposera d'un salaire jusqu'à sa retraite, par la stabilité qu'il procure et pour les droits qu'il ouvre, notamment dans l'accès au logement, est devenu, au bout de 40 ans de chômage de masse, un déterminant central des conditions de vie. Une partie des fonctionnaires – c'est le cas, par exemple, des enseignants du primaire - acceptent en contrepartie des revenus limités, rapportés à leurs qualifications. Il n'en demeure pas moins que l'avantage est là.

La taille de l'entreprise – publique ou privée – joue, elle aussi, un rôle essentiel. Le statut des salariés des grandes structures du secteur privé est sans commune mesure avec celui des petites et moyennes entreprises. La condition salariale, du niveau de salaire à la couverture santé en passant par les multiples avantages du comité d'entreprise, n'a rien à voir avec celle du commun des salariés qui n'a rien de tout cela [2] La formation continue et les programmes de reconversion disponibles ou offerts dans les grands groupes font que la menace du chômage n'est pas la même. Tous ces avantages représentent parfois de petites sommes, mais celui qui paie plein tarif sa mutuelle, ses sorties, les loisirs des enfants et ses billets de train ou son électricité, est parfois un peu amer quand il observe l'addition de son voisin. A salaire égal, le coût de la vie est variable.

La domination masculine persiste

De la sphère privée à l'emploi, la domination masculine reste massive. Une grande partie des femmes acceptent des emplois à temps partiel faute de mieux, doivent se retirer du marché du travail faute d'emploi ou de mode de garde pour leurs enfants. Les postes à responsabilité demeurent réservés aux hommes. A la maison, les femmes continuent à réaliser l'essentiel des tâches domestiques. A l'école, la meilleure réussite des filles cache la surreprésentation des garçons dans les filières les plus prestigieuses.

En dix ans, le débat sur les inégalités hommes-femmes a bien changé [3] Encore faudrait-il éviter deux écueils. Premièrement, la domination masculine n'empêche pas, au contraire, de faire un bilan complet et de souligner aussi les domaines où l'avantage est féminin, de la santé à la pénibilité physique au travail par exemple. Deuxièmement, un féminisme élitiste se concentre sur l'accès des femmes aux postes à haute responsabilité et oublie le fonctionnement inégalitaire du système lui-même : peu importe la précarité, pourvu qu'on ait la parité. Peu importe qu'une caissière touche trois ou quatre fois moins que son responsable cadre. La marche vers l'égalité ne peut se faire qu'en transformant un système global dont sont aussi victimes les hommes.

Les initiés de l'école

Au-delà du statut, le privilège qui structure le plus notre société est le titre scolaire qui fonctionne comme un véritable capital culturel, selon l'expression du sociologue Pierre Bourdieu. Dans une société où la croyance dans la valeur des diplômes est démesurée [4] ceux qui détiennent un titre disposent d'une carapace protectrice. Le taux de chômage des sans diplôme s'élève à 16,8 % (données 2013) contre 5,7 % pour ceux qui se situent au-dessus de bac +2. Les cas de sur-diplômés sous embauchés ou au chômage existent aussi et se développent. Pour eux, le déclassement est particulièrement violent puisqu'ils sont censés sortir du lot.

A l'école, les privilèges dépassent, de loin, les filières d'excellence. Apprendre à lire aux enfants le plus tôt possible, en fin de section de

maternelle (contrairement à d'autres pays comme la Finlande où cet apprentissage a lieu deux ans plus tard), creuse des écarts précoces du fait de la maîtrise du langage propre aux enfants des milieux diplômés. Dans la suite du cursus scolaire, du primaire au lycée, l'« élitisme républicain » de notre système éducatif est, au fond, un élitisme social. Les programmes, la place des savoirs théoriques, l'évaluation-sanction répétée, sont taillés sur mesure pour les enfants de diplômés, en particulier [5] les enseignants, qui maîtrisent les codes de l'école. 90 % de leurs enfants obtiennent le bac, deux fois plus que les enfants d'ouvriers non qualifiés : ces derniers sont-ils moins « méritants », moins « intelligents » ?

Le visage de la France qui décroche à l'école

A l'école, la moitié des décrocheurs ont un père ouvrier, 5 % un père cadre. 54 % des enfants en retard en troisième ont des parents non diplômés, 14 % ont des parents diplômés du supérieur. La France qui ne suit pas le rythme du système scolaire est dans son immense majorité issue des catégories modestes. L'intérêt porté aux filières prestigieuses par les catégories favorisées fait oublier son image inverse : les moins renommées, qui rassemblent les enfants issus pour l'essentiel des catégories populaires. Dans les filières pour les élèves les plus en difficulté au collège, les Sections d'enseignement général et professionnel adapté (Segpa), on trouve 84 % d'enfants issus des milieux populaires (ouvriers, employés, sans profession) et moins de 2 % d'enfants de cadres. Le constat d'un système scolaire reproduisant les inégalités sociales est désormais partagé. Les données de l'enquête internationale Pisa de l'OCDE – auprès des élèves âgés de 15 ans – ont été largement diffusées, parfois jusqu'à l'excès. Mais l'hypocrisie règne : derrière les discours de justice sociale, aucune mesure sérieuse n'est mise en œuvre pour refonder l'école sur le fond, dans sa structure, ses programmes et sa pédagogie.

Qui s'inquiète de cette fracture ?

Durant les années 1980 et 1990, on a raconté aux Français que le pays n'était plus composé que d'une vaste classe moyenne. La plupart des sociologues nous expliquaient que les catégories sociales ne servaient à rien pour comprendre la société, que nous n'avions plus que des individus agglomérés [6] Les inégalités n'étaient plus entre catégories, mais entre individus, au sein de chaque groupe [7] Les « nouvelles inégalités », de genre, de couleur de peau, entre territoires ou générations, dont hier on minimisait, il est vrai, l'existence, ont aussi servi à occulter la force des inégalités entre milieux sociaux. L'ampleur des moyens mis en œuvre pour défendre « la parité » ou la « diversité » est sans commune mesure avec le combat contre les inégalités sociales.

L'amplification de la crise de l'emploi ne fait que dévoiler la fonction de ce discours : effacer du débat le poids du social, des hiérarchies et des rapports de domination. Si tout le monde est frappé, personne ne l'est en particulier. En même temps, faire comme si la crise touchait tous les milieux – l'extension du domaine de la crise, dirait-on – est une façon d'exonérer les couches aisées de la solidarité en la reportant sur une minorité d'ultra-riches. Ils se sont enrichis de façon indécente ces dernières années, ce phénomène a été bien décrit. Mais penser qu'il suffirait de corriger les dérives d'une poignée de personnes situées tout en haut de la hiérarchie sociale arrange bien ceux qui se situent juste en-dessous. Cette vision élitiste des inégalités conduit à faire l'économie d'une réflexion de fond.

Qui s'inquiète aujourd'hui de cette fracture sociale ? La France qui va mal est populaire et celle dont on entend la plainte est aisée. Cette dernière croule sous l'« assommoir fiscal », paraît-il. Entre 2011 et 2013, les impôts ont pourtant augmenté dans une proportion très inférieure à la baisse enregistrée entre 2000 et 2010 [8] L'opération de construction du « ras-le-bol fiscal » a réussi au-delà des espérances de ses promoteurs, avec le soutien d'une grande partie de la presse et de la classe politique. La démagogie des baisses d'impôts n'a pas attendu longtemps avant de faire son retour, faisant passer au second plan les réponses aux besoins sociaux.

Des entreprises aux collectivités locales en passant par les associations, une bourgeoisie économique et culturelle dispose du pouvoir, vit dans un entre-soi, et n'a aucun intérêt au « changement » qu'elle met en avant comme un slogan. Elle pointe du doigt les ultra-riches mais elle oublie bien vite les quartiers populaires, et méprise les couches moyennes pavillonnaires dont l'idéal est écologiquement incorrect. Des think-tanks aux lobbies en passant par les mouvements moins organisés, les groupes qui défendent les intérêts des couches favorisées disposent de moyens de communication considérables. La maîtrise de la parole publique a pris un poids démesuré dans les décisions des politiques publiques.

En face, la France peu qualifiée salariée du privé ou au chômage est peu audible. Les quelques mouvements de soutien aux plus précaires (pauvreté, sans-papiers, mal-logement, etc.) se concentrent sur les situations les plus difficiles avec de maigres moyens. Les syndicats ne représentent plus qu'une fraction ultra-minoritaire des salariés - moins de 5 % dans le secteur privé - concentrés dans les grandes entreprises. Les nouveaux mouvements militants, issus de milieux cultivés et urbains, se passionnent pour les causes modernes d'une société post-68 comme la préservation de l'environnement, les inégalités dont sont victimes les femmes ou les homosexuels, voire la diversité ethnoculturelle. Des causes justes, à condition qu'elles n'amènent pas à oublier les hiérarchies sociales.

La montée des extrêmes est-elle finalement si importante que cela pour le haut de la hiérarchie sociale qui pleure pour ses impôts ? Elle se préoccupe de l'orientation de ses enfants, de ses futurs congés ou de son alimentation bio, plus que de la situation des immigrés, des ouvriers qui travaillent à la chaîne, des caissières, ou du fonctionnement de l'entreprise ou de l'école. Toute une partie des catégories favorisées s'intéresse aux «

questions sociétales » comme on dit, au « social business » ou aux sympathiques chartes de la diversité. Cela ne mange pas de pain.

Reste à attendre le moment où la contestation sera telle que ces milieux favorisés se sentiront vraiment contraints de redistribuer, un peu, les cartes. Beaucoup de citoyens partagent la volonté de réformes en profondeur, savent bien que chacun doit balayer devant sa porte et sont prêts à faire un effort. Mais s'indigner est une chose, agir en est une autre. Reste à savoir quand ces couches favorisées prendront conscience qu'à trop profiter et si peu partager, elles risquent de perdre bien plus qu'elles ne gagnent aujourd'hui. A trop tirer sur la corde des privilèges tout en faisant miroiter l'égalité pour tous, le risque est grand d'entraîner des mouvements de contestation de grande ampleur et que d'autres forces, beaucoup plus conservatrices, prennent les choses en main. Cela ne paraît pas trop inquiéter les privilégiés d'aujourd'hui, mais il n'est pas certain qu'ils soient éternellement à l'abri.

La France appauvrie n'est pas périurbaine

La France qui subit le plus lourdement les effets de la crise est bien loin d'être la France pavillonnaire du périurbain. La pauvreté et les inégalités se concentrent dans les grandes villes : les deux tiers des pauvres vivent au cœur des grandes aires urbaines. Le taux de pauvreté à 60 % du niveau de vie médian atteint son maximum – 18% – dans les villes de 100 000 à 200 000 habitants. Dans les communes des banlieues défavorisées ou les quartiers populaires des grandes villes, le taux de pauvreté dépasse souvent les 40 %. Les quartiers les plus en difficulté – parfois présentés comme bénéficiaires du dynamisme des métropoles – ne sont pas des ghettos à l'abandon, mais paient un tribut beaucoup plus lourd à la crise que la campagne ou la France pavillonnaire. Le taux de pauvreté y atteint 36 %, trois fois plus que le reste du territoire urbain. Entre 2006 et 2011, ce taux a augmenté de 6 points, contre 0,8 hors des zones urbaines sensibles.

Louis Maurin, directeur de l'Observatoire des inégalités. Extrait du *Rapport sur les inégalités en France*, Observatoire des inégalités, juin 2015.

[1] Les montants sont toujours donnés pour une personne seule dans un ménage, après impôts et prestations sociales.

[2] Il y aurait beaucoup à dire sur les « avantages » des salariés tant sont mis en avant ceux qui ne sont pas toujours les plus importants. Lire [Les « avantages » des salariés : privilèges ou acquis sociaux ?](#)

[3] Il suffit de se souvenir des réactions à l'ouvrage de Pierre Bourdieu, « La domination masculine », paru au Seuil en 1998.

[4] Voir « Les sociétés et leur école, emprise du diplôme et cohésion sociale », François Dubet, Marie Duru-Bellat et Antoine Vérétoit, Le Seuil, 2010.

[5] Ce qui ne veut d'ailleurs pas dire qu'ils réussiront tous, pour peu qu'ils n'entrent pas dans le « moule », leur « échec » est encore plus violent.

[6] Certains, encore très écoutés, persistent : voir « La fin des sociétés », Alain Touraine, Le Seuil, 2013.

[7] Voir encore en 2011, « La société des égaux », Pierre Rosanvallon, Le Seuil.

[8] Entre 2000 et 2009, le rapporteur du budget UMP Gilles Carrez a chiffré l'impact des baisses d'impôts entre 100 et 120 milliards. Les impôts et prélèvements ont augmenté de 65 milliards entre 2011 et 2013.

Emplacement :

[Accueil](#) > [Articles](#) > [Analyses](#) >

Adresse de cet article : <https://www.inegalites.fr/Les-plus-pauvres-decrochent-qui-s-en-soucie>